



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

caisses

Question écrite n° 77288

Texte de la question

M. Alain Néri attire l'attention de M. le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique sur les inquiétudes exprimées par les fédérations de mineurs après la publication du décret n° 2009-1787 du 31 décembre 2009. En effet, les conséquences de ce décret sont lourdes, tant pour les affiliés bénéficiant de l'application de l'article 2-2 (b) du décret n° 92-1354 du 24 décembre 1992 que pour le personnel gérant son application. L'organisation de la sécurité sociale dans les mines a été instaurée par un décret en date du 27 novembre 1946. La suppression de l'article 2-2 (b) du décret n° 92-1354 du 24 décembre 1992 sanctionne les retraités et les veuves, soit une population vieillissante et fragilisée. De plus, elle supprime, pour les retraités mineurs, la prise en charge du forfait hébergement pour cure thermique. Enfin, cette mesure s'oppose à la gratuité des soins dont bénéficient les ressortissants du régime minier. Pour ces raisons, les retraités mineurs sollicitent l'abrogation du décret n° 2009-1787 du 31 décembre 2009 et il lui demande de bien vouloir envisager un réexamen de la suppression de l'article 2-2 (b) du décret n° 92-1354 du 24 décembre 1992.

Texte de la réponse

Le décret n° 2009-1787 du 31 décembre 2009, qui a supprimé les dispositions de l'article 2 (2°, b) du décret du 24 décembre 1992, ne fait qu'aligner les droits des assurés du régime minier sur ceux de l'ensemble des Français sur un point particulier relatif à la prise en charge de certains frais d'ambulance, de transport et d'hébergement de cures thermales ainsi que de produits pharmaceutiques, habituellement non pris en charge par l'assurance maladie. Ces remboursements dérogatoires étaient hétérogènes d'une région à une autre, dépendant des décisions de prise en charge des caisses régionales du régime minier et avaient été maintenus de manière provisoire par le décret du 24 décembre 1992, soit pendant plus de 17 ans. Cette suppression ne remet pas en cause la gratuité des soins prévue depuis 1946 et à laquelle les affiliés du régime minier sont attachés. Toutes les prestations prises en charge par l'assurance maladie du régime général restent prises en charge à 100 % dans le régime minier, sans ticket modérateur. En outre, le régime minier est le seul régime spécial à ne pas appliquer les dispositifs de participation forfaitaire et de franchises médicales, respectivement instaurés par la loi du 13 août 2004 et la loi de financement de la sécurité sociale pour 2008. Le décret du 31 décembre 2009 a été préparé en concertation avec les représentants du régime minier et soumis au conseil d'administration de la Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines du 16 septembre 2009. Ce décret conduit ainsi à ce que les affiliés du régime minier bénéficient désormais d'un taux de remboursement identique, quel que soit leur lieu de résidence ; il maintient une exonération des participations forfaitaires et des franchises médicales pourtant appliquées aux assurés de tous les autres régimes. Par ailleurs, il a été clairement indiqué que si des situations individuelles difficiles étaient identifiées en termes d'accès aux soins, certaines prestations pourraient être prises en charge par le fonds d'action sanitaire et sociale des caisses régionales minières. Afin d'évaluer précisément l'impact de cette modification réglementaire sur l'accès aux soins des affiliés du régime, notamment les plus modestes, et de faire le cas échéant des propositions, le Gouvernement a confié à M. Yves Bur, député du Bas-Rhin, une mission d'évaluation dont les conclusions seront rendues prochainement à la ministre de la santé et des sports.

Données clés

Auteur : [M. Alain Néri](#)

Circonscription : Puy-de-Dôme (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 77288

Rubrique : Assurance maladie maternité : généralités

Ministère interrogé : Travail, solidarité et fonction publique

Ministère attributaire : Santé et sports

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 avril 2010, page 4644

Réponse publiée le : 20 juillet 2010, page 8188